

*Initiatives ministérielles*

Une fois de plus, cela ressemble à une guerre, une guerre contre l'agriculteur. Pour vaincre l'ennemi, il faut attaquer sur tous les fronts, et c'est ce que fait le gouvernement. L'ennemi, dans ce cas, semble être l'agriculture. Je ne pense pas que ce soit chaque agriculteur individuellement, non, c'est l'agriculture telle que nous la connaissons aujourd'hui. La structure de cette agriculture est menacée de toutes parts et de toutes manières par le gouvernement.

L'objectif du livre vert semble être de retirer la production aux agriculteurs pour la confier à l'industrie de la transformation qui, dans la majorité des cas, est constituée de multinationales. Si vous réussissez à éliminer suffisamment d'agriculteurs et à confier la production à des gens étroitement associés à la transformation, comme Cargill, vous placez la production entre les mains de cette multinationale.

Si vous pensez que c'est tiré par les cheveux, regardez le libre-échange. Cargill avait des gens au niveau le plus élevé des négociations et des deux côtés de la table. Elle avait des conseillers du côté américain et du côté canadien. Donc, qui a fait une bonne affaire avec le libre-échange? Cargill.

Cette loi sur l'assurance-récolte n'est qu'un maillon de la chaîne. Elle donne très peu de sécurité supplémentaire à l'agriculteur. C'est pour cela qu'elle est insidieuse. Elle semble améliorer la situation. Elle laisse croire que l'agriculteur pourrait en tirer avantage, alors qu'il est en train de se faire avoir, en laissant le gouvernement implanter une façon de faire différente. En fait, si ce n'était d'une bizarrerie du processus législatif, le gouvernement aurait pu se retirer complètement de l'assurance. Le projet de loi ne le permet pas, mais ce n'est pas grâce au gouvernement, c'est parce que l'opposition a fait un changement.

On ne fait rien pour aider l'agriculteur, mais on fait le maximum pour lui nuire. On ne fait rien au sujet de la dette. En Saskatchewan, par exemple, 20 000 agriculteurs devront abandonner le secteur agricole ou seront touchés de quelque autre façon par la dette au cours de la prochaine année. Il n'y a rien dans ce genre de mesure législative qui accroisse la possibilité que ces agriculteurs restent sur leurs exploitations agricoles. Qui possédera et exploitera ces fermes lorsque les agriculteurs seront forcés de les abandonner?

On est en train de miner le système. Je pourrais en dire long sur les effets des mesures législatives concernant la

gestion de l'offre, notamment celles qui prévoient l'établissement de quotas. Tout cela me rend méfiant. Si le gouvernement mine le système de gestion de l'offre en augmentant les quotas et dit appuyer ce genre de mesure, on ne peut faire autrement que devenir un peu méfiant quant à la façon dont il défend l'article 11 aux entretiens du GATT qui se déroulent actuellement.

Il ne semble rien se passer en ce qui concerne l'argent qui a été promis pour l'ensemencement dans les Prairies. Nous savons tous que les agriculteurs attendent cet argent pour semer. Il leur a été promis. On nous dit que la situation fait l'objet d'un examen, mais rien ne se passe. Il n'y a rien sur la table, pas même une promesse qui aiderait les agriculteurs à obtenir des prêts bancaires. Les banques refusent de prêter de l'argent aux agriculteurs pour l'ensemencement.

• (1210)

Même si je reconnais que ces changements au régime d'assurance-récolte ont une certaine valeur, je ne peux pas appuyer ce projet de loi, parce qu'il fait partie du processus de destruction de ce que je connais et j'aime dans le Canada rural. En procédant graduellement, le gouvernement fait en sorte qu'il existera un jour une telle anarchie dans le secteur agricole que celui-ci pourra être dominé par les forces économiques qui préféreraient que le contrôle de la production soit entre les mains de quelqu'un d'autre que l'agriculteur. Si cette mesure législative représente un pas dans cette direction, ni moi ni personne qui aime le Canada rural et croit qu'il vaut la peine d'être sauvé ne peut l'appuyer.

**M. Vic Althouse (Mackenzie):** Monsieur le Président, le député pourrait-il préciser ses propos sur la réduction des services et l'imposition des frais aux usagers sous ce gouvernement qui applique un programme établi par l'ancien gouvernement libéral? Même s'il ne peut nous donner de chiffres, pourrait-il nous indiquer l'impact pour les contribuables des coûts réels de l'agriculture et nous expliquer pourquoi il en coûte beaucoup plus cher aux producteurs que ce qu'il a dit dans sa déclaration?

Je crois comprendre que les prévisions de dépenses pour l'agriculture ont été ramenées des quelque 3,2 milliards de dollars qu'elles étaient il y a deux ans à environ 1,8 ou 1,9 milliard cette année. Compte tenu des recettes, dont le chiffre net n'apparaît pas dans le budget des dépenses, le ministère de l'Agriculture coûte moins d'un milliard de dollars à l'État cette année, ce qui veut dire que moins de 1 p. 100 des recettes publiques sont